Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Décision du 9 mars 2005

En cause de la S.A. TVi, dont le siège est établi Avenue Ariane 1 à 1200 Bruxelles;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et en particulier les articles 133, §1^{er} 10° et 156 à 160 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la S.A. TVi par lettre recommandée à la poste le 12 janvier 2005 :

« d'avoir diffusé, dans son programme « Clip Club » sur le service Club RTL le 21 novembre 2004 au moins, de la communication publicitaire, en contravention aux articles 14 §1^{er} et 18 § 1^{er} du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion » ;

Vu le mémoire en réponse du 15 février 2005 ;

Entendu Monsieur Jérôme de Béthune, directeur juridique, et Madame Laurence Vandembroucke, conseiller juridique, en la séance du 23 février 2005.

1. Exposé des faits

L'éditeur a diffusé sur le service Club RTL, le 21 novembre 2004 au moins, le programme « Clip Club » en faisant apparaître, à plusieurs reprises, en bas de l'écran et en surimpression, un bandeau indiquant comment et à quel prix obtenir la sonnerie pour GSM de la musique du clip diffusé.

2. Argumentaire de l'éditeur de services

L'éditeur considère que l'apparition de pavés d'information situés en bas de l'écran constituent une prolongation du contenu éditorial du programme de la chaîne au même titre que la mention du nom de l'artiste et du titre de la chanson qui apparaît en début et en fin de clip, le code à écrire dans le SMS étant le mot CLUB pour des raisons de facilité et de compréhension par les téléspectateurs.

Selon l'éditeur, cette pratique qui a cours dans plusieurs pays européens, ne peut être considérée comme de la publicité ou de l'autopromotion au sens du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

3. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate et l'éditeur reconnaît avoir diffusé, contre rétribution, le 21 novembre 2004 au moins, dans le programme « Clip Club » sur le service Club RTL, des bandeaux défilant en bas d'écran invitant les téléspectateurs notamment à envoyer un SMS pour obtenir la sonnerie pour GSM de la musique du clip vidéo diffusé. L'envoi du SMS est un service surtaxé.

Pour le Collège d'autorisation et de contrôle, l'invitation faite aux téléspectateurs d'acquérir une sonnerie pour GSM constitue un message radiodiffusé dont le but est de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services. La surtaxe de l'envoi du SMS constitue le paiement attendu du téléspectateur pour le bien qu'est la sonnerie de GSM. L'éditeur reconnaît avoir été rétribué pour cette diffusion. Les éléments constitutifs de la publicité énoncés par l'article 1, 29° du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion sont réunis.

Dès lors qu'elle est diffusée dans le programme « Clip Club », l'annonce publicitaire n'est pas faite de manière nettement distincte des autres programmes au sens de l'article 14, § 1 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette annonce est insérée dans le programme en contravention à l'article 18 § 1^{er} du décret, sans que l'éditeur démontre que les conditions autorisant l'insertion prévues par l'article 18 § 1^{er} sont réunies.

Le grief est établi.

Compte tenu de la nature des faits, de leur gravité limitée mais aussi du caractère nullement fortuit des faits, une amende de cinq mille euros constitue une sanction adéquate.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, condamne la S.A. TVi à une amende de cinq mille euros (5.000 €).

Fait à Bruxelles, le 9 mars 2005.